



**Le leader du MRC, dit être disposé à rencontrer Paul Biya pour « solder le passif du dernier scrutin présidentiel »**

**« Je suis prêt à discuter avec lui. »**

Dans un interview accordée à Jeune Afrique, parution de ce lundi 9 décembre, Maurice Kamto a révélé qu'il reste favorable à un échange avec Paul Biya pour la paix au Cameroun « **Je tends la main au président Biya pour que nous travaillions ensemble à un projet de nouvelle République. J'y travaille moi-même depuis des décennies. Pour résoudre nos problèmes, pour le salut du pays, et certainement pas parce que je cherche un poste, je suis prêt à discuter avec lui.** »

Ce sera l'occasion pour le leader du MRC de livrer ses solutions pour résorber la crise dans laquelle le Cameroun sombre depuis trois ans. Il ne fait pas de mystère sur cette offre « **Dans un tel contexte de violence, il faut d'abord appliquer des mesures de désescalade. Nous souhaitons le retrait des forces de troisième catégorie [l'armée] pour que seules restent sur le terrain la police et la gendarmerie. Ensuite, l'État doit engager la reconstruction des villages et des infrastructures, comme nous ne cessons de le dire, pour permettre**

**aux déplacés de rentrer chez eux, et pour faire notamment en sorte que l'école reprenne. Nos demandes n'ont pour l'instant pas été entendues, mais il est évident que la solution à cette crise est politique.** » A-t-il expliqué à Jeune Afrique.

Pour ce qui est de la forme de l'Etat, véritable pomme de discorde au fort de cette crise, Maurice Kamto est défavorable à la partition du Cameroun tout en précisant qu'il n'est pas malvenu d'en débattre « **Je ne suis pas, je n'ai jamais été et je ne serai jamais pour la partition du Cameroun. Ce n'est même pas envisageable. Notre pays doit rester uni. Toutefois, on ne doit pas craindre de discuter de la forme de l'État. Ce ne doit pas être un tabou. On sent bien que l'hypercentralisation ne répond plus aux attentes des populations. J'ajoute que cette réflexion n'est pas une exclusivité anglophone, elle concerne l'ensemble des Camerounais. Pour autant, je ne suis pas favorable à un retour pur et simple au fédéralisme tel qu'il existait en 1961. Nous ne devons pas tirer un trait sur les soixante années de vie commune que, francophones et anglophones, nous avons partagée depuis l'indépendance.** »

---